

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Les troupes françaises hors du Tchad



Les troupes du Frolinat viennent d'abattre un DC4.

Alors que la situation militaire au Tchad évolue rapidement en faveur du Front de libération nationale, le gouvernement français vient d'envoyer dans ce pays des troupes appartenant à la Légion. Un premier contingent de 240 légionnaires du 1er Régiment étranger cuirassé, basé à Orange, a été envoyé avec son matériel et ses armes au Tchad dans la nuit de mardi à mercredi dernier. Un second contingent l'a suivi dans la nuit du jeudi au vendredi de la même semaine, emportant avec lui en plus des armes individuelles des engins blindés de reconnaissance et des auto-mitrailleuses. Ce deuxième contingent comportait un nombre de soldats sensiblement plus important que le premier.

Le gouvernement n'a ni démenti ni confirmé l'envoi de ces troupes au Tchad, envoi dont la réalité ne fait aucun doute, au point qu'à Orange où sont basés des légionnaires, des cérémonies qui avaient été prévues le 30 avril, ont été précipitamment annulées. De Guiringaud, le ministre des Affai-

res étrangères, a déclaré : « Cinq à six-cents assistants techniques ont été envoyés récemment au Tchad à la demande des autorités de ce pays pour effectuer des tâches de formation, d'entraînement et d'assistance technique et logistique ». Le porte-

parole de Giscard, lui, a indiqué qu'« il n'y avait pas d'autres départs de militaires que ceux qui s'inscrivent dans le cadre normal des relèves ».

Ces affirmations tout d'abord confirment bien l'envoi de plusieurs centaines de militaires au Tchad. D'autre part, elles constituent un mensonge car ces troupes ne sont pas seulement affectées aux tâches qu'indique le gouvernement. La Légion n'est en rien composée d'unités de formation et d'instruction. C'est une troupe de combat et d'intervention néo-coloniale. Le second fait qui infirme ce que déclare le gouvernement est la mort de deux « coopérants militaires » français sous l'uniforme tchadien à Salal, au cours de combats opposant les troupes gouvernementales à celles

du Frolinat. De plus, la réunion de travail, organisée d'urgence et présidée par Giscard avec le ministre des Armées, des Affaires étrangères et de la Coopération, n'a certainement pas été consacrée à des discussions sur la formation et l'entraînement de l'armée tchadienne, mais certainement à des choses bien plus sérieuses et pressantes.

Enfin, l'entretien de De Guiringaud avec le colonel Kamougue, son homologue tchadien, n'a pas été seulement protocolaire. Au-delà des mots sur le rétablissement de la paix, du communiqué officiel qui a suivi cet entretien, celui-ci montre bien aussi que le gouvernement français est concerné par la situation militaire au Tchad.

(Suite page 3)

Manifestation à 10h 30

Place de la République

1er Mai

A l'appel notamment
du PCMLF et du PCRML

Editorial

9e congrès de la FSM

Les contradictions
s'aiguisent

Le 9e congrès de la FSM à Prague a beaucoup d'égards aura vu se manifester des désaccords importants entre les directions syndicales des pays de l'Est et la délégation de la CGT. Le fait que ce soit la CGT qui ait rué dans les brancards sur un certain nombre de sujets est à relier au développement de ce que la presse bourgeoise appelle l'« eurocommunisme » et qui n'est autre qu'une forme de révisionnisme lié à la situation des pays de l'Europe de l'Ouest où la domination de la bourgeoisie prend la forme de la démocratie bourgeoise. Le PCF et la CGT ne suivaient pas toujours, par le passé, Berlinguer ou Carrillo dans leurs innovations en matière de révisionnisme et surtout en matière d'indépendance vis-à-vis de l'URSS.

Que la délégation de la CGT à ce congrès ait manifesté son désaccord face à l'absence de démocratie syndicale dans les pays de l'Est et contre la tutelle soviétique sur la FSM témoigne de la dégradation importante de l'unité des dirigeants révisionnistes. Ceux des pays occidentaux ont un besoin pressant d'améliorer leur image de marque pour conserver une influence qui tend à se dégrader peu à peu. Se détacher ou se démarquer de l'URSS et des organisations qu'elle contrôle telle la FSM est devenu une nécessité pour eux.

Au 9e congrès de la FSM, Séguéy a tout d'abord refusé que la CGT présente un candidat au poste de secrétaire général. Or, ce poste était attribué depuis les tout débuts de la FSM à un syndicaliste de la CGT. Ensuite, Séguéy a fait approuver une « déclaration universelle des droits syndicaux » garantissant du moins sur le papier dans tous les pays, aux travailleurs et à leurs syndicats, le droit de grève, la liberté et la sécurité de la personne, le droit de libre-opinion, de libre-expression, la liberté de réunion, etc. Cette déclaration de principe a été de la part de Séguéy une attaque voilée contre le syndicalisme qui règne dans les pays de l'Est.

Malgré cela, tous les congressistes et même les moins décidés à l'appliquer comme les Soviétiques ont voté unanimement cette déclaration. Pour beaucoup, comme les dirigeants des pays de l'Est il s'agit d'un chiffon sans conséquences qu'ils n'appliqueraient évidemment pas.

Les dirigeants soviétiques ne viennent-ils pas de déclarer, ce week-end, qu'il n'existe pas de syndicat indépendant en URSS ? Ce qui signifie qu'il n'y a aucune raison d'accorder le moindre petit droit à quelque chose ou quelqu'un qui n'existe pas.

La réponse ne s'est pas faite attendre, après les diverses déclarations et propositions de Séguéy. Le président du Conseil central des syndicats tchécoslovaques, Karel Hoffmann a répondu à Séguéy sans jamais le nommer, en ces termes : « Dire que les travailleurs des pays socialistes ont moins de droits que les autres est absurde. A tous ceux qui mettent en doute les droits des travailleurs dans les pays socialistes, nous demandons si c'est dans l'intérêt de millions de travailleurs ou si c'est pour satisfaire quelques personnes qui n'ont rien de commun avec le socialisme ».

Suite page 5

Accords

Chine-Somalie

La Chine et la Somalie ont signé un accord de coopération économique et technique renforçant l'aide chinoise déjà importante à la Somalie. L'accord porte notamment sur la poursuite de projets d'irrigation dont un avait été entrepris par l'Union soviétique et interrompu après la rupture des relations entre les deux pays en 1977.

Cette aide de la Chine est déjà ancienne, elle date de l'établissement de relations diplomatiques des indépendance de la Somalie en 1960 et n'a fait que s'accroître depuis.

Elle a permis la réalisation de travaux importants, notamment dans le domaine agricole, de construction de routes et d'hôpitaux.

● Nicaragua

Les affrontements ont repris la semaine dernière au Nicaragua. Deux ouvriers ont été tués jeudi à Managua par l'armée qui a ouvert le feu sur des grévistes d'une usine d'appareils électriques.

Ces ouvriers effectuaient une grève de 24 heures pour soutenir une cinquantaine de personnes qui, en divers points du Nicaragua, refusent de s'alimenter par solidarité avec les détenus politiques.

Les patrouilles militaires ont été renforcées dans la capitale. Les étudiants ont occupé les collèges d'enseignement secondaire pendant toute la semaine et la police est intervenue à diverses reprises pour les évacuer.

L'opposition au régime s'organise pour que la rébellion au régime dictatorial de Somoza prenne fin. De nouveaux affrontements devraient se produire prochainement avec une gravité accrue.

● Botswana

Une violente manifestation d'étudiants noirs a accueilli vendredi l'évêque Muzorewa à son arrivée à Gaborone, capitale du Botswana.

La voiture d'Abel Muzorewa un des quatre co-présidents avec Ian Smith du prétendu Conseil exécutif rhodésien, a été bombardée d'œufs pourris et de détritus.

Les manifestants ont accusé Muzorewa de s'être « associé aux traitres » et de donner son soutien au régime raciste de Smith.

Le congrès du PCE à Madrid

Le congrès de la trahison

Mercredi 19 avril, s'ouvrait à Madrid le 9e congrès du PCE. Un congrès très attendu, vu les problèmes récents qu'a connus ce parti en son sein.

LES PROBLÈMES DU PCE ET LA DÉMOCRATIE

A cette question Carrillo a répondu que le fait qu'il y ait de nombreux problèmes montre que la démocratie existe au sein de son parti.

Mais c'est justement tout le contraire, ce qu'oublie de dire Carrillo, c'est que beaucoup de dissensions sont nées justement du fait qu'il n'y avait pas de démocratie. Bon nombre de militants ont quitté le PCE sur cette base. Est-ce un exemple de démocratie de voir Carrillo plus d'un mois avant le congrès annoncer que le Parti allait abandonner le léninisme ?

Cet abandon est d'ailleurs le deuxième sujet de dissensions et surtout celui qui fait le plus de bruit.

En fait, il clarifie les choses mais ne change rien. Il y a belle lurette que le PCE a abandonné dans les faits toutes notions révolutionnaires. Il suffit pour s'en convaincre de voir ses dernières actions : la participation avec le gouvernement à un Pacte antisocial qui eut

pour conséquence immédiate un accroissement du chômage de 24% en quatre mois, de limiter les augmentations de salaires en-dessous de la hausse du coût de la vie, etc.

Pas de démocratie, donc le congrès se résume à une polémique formelle, c'est le fait qui apparaît tout de suite. Cela, ne veut pas dire pour autant que les problèmes n'existent pas. Ils sont inévitables vue la politique du PCE, politique qui consiste à ne déplaire à personne, à se montrer crédible aux yeux de la bourgeoisie espagnole et à l'impérialisme américain tout en ne déplaçant pas de trop aux Soviétiques.

LE PCE ET L'URSS

Les pressions sont nombreuses au sein du parti révisionniste pour que les divergences entre les deux partis révisionnistes s'estompent. Il ne faut pas voir qu'un aspect des choses : les dissensions avec l'URSS apparaissent publiquement mais il n'empêche que la politique impérialiste de l'URSS ne semble pas déranger le PCE. Il est tout de même des

Le léninisme
c'est du passé.
N'en parlons
plus!



faits troublants. Par exemple, au congrès lui-même, lors des présentations de délégations, le MPLA, symbole de la mainmise de l'URSS en Angola, est accueilli par de longs applaudissements. Même chose pour le parti cubain reçu aux cris de « Fidel, Fidel ! » et lorsque la délégation soviétique est présentée, la salle crie « PCUS, PCUS, Carrillo, Carrillo, PCUS » etc.

En fait, si le PCE attaque ouvertement l'URSS, c'est pour mieux se démarquer d'un pays dont l'image de marque n'est plus très favorable aux yeux des travailleurs mais aussi par rapport à la bourgeoisie en place.

Pour les militants qui sont encore des communistes dans le parti Carrillo doit représenter une façade révolutionnaire afin que ceux-ci ne soient pas tentés d'aller s'organiser chez ceux qui sont restés fidèles à l'idéal communiste.

UN PASSÉ GLORIEUX

Pour cela, Carrillo se lance dans de frénétiques appels au passé : fait significatif : dans son discours d'inauguration, le dirigeant révisionniste a renoncé à faire un bilan d'activités de son parti lors de la lutte de celui-ci dans les dernières années du fascisme : on le conçoit, ce bilan n'étant qu'une histoire de trahison et de concession. C'est pourquoi, il doit remonter loin en arrière. Pour apparaître crédible, siégeait à la tribune aux côtés de Carrillo et de Dolores Ibarruri, la veuve de José Diaz, qui fut secrétaire général du parti communiste pendant la guerre.

AUJOURD'HUI : LA TRAHISON

Après ces rappels du passé, destinés à montrer qu'ils sont les fidèles continuateurs, des véritables communistes, Carrillo explique que

maintenant c'est une nouvelle voie qu'il faut prendre. Il explique : « Les communistes ne peuvent accepter l'idée, la notion d'une Espagne à nouveau coupée en deux la droite d'un côté, la gauche de l'autre ». Reniant en quelques secondes, les idées du parti qu'il glorifiait quelques minutes plus tôt.

Le congrès reprend alors sa véritable couleur, celle de la trahison et là les exemples ne manquent pas. Éloge de la démocratie qui s'instaure dans le pays, des changements importants, éloge aussi de la constitution. Enfin dans la troisième partie du discours, Carrillo déclare que le PCE peut être un parti de gouvernement sans parler pour autant d'un changement de société.

C'est l'espoir des révisionnistes espagnols : arriver au pouvoir et alors les appels du pied au gouvernement se font plus nombreux. Il faut pour lui aller toujours plus loin dans la trahison pour se montrer capable aux yeux de l'oligarchie de prendre en main les rênes du pouvoir sans changer pour cela les fondements de la société pour le PCE, il n'en est pas question.

Aydinlik :
quotidien marxiste-léniniste

Depuis le 20 mars dernier, le peuple de Turquie dispose d'un quotidien qui défend ses intérêts : « Aydinlik » (Clarté) qui paraissait jusqu'à présent mensuellement.

Dans les huit pages grand format qu'a chaque jour « Aydinlik », on trouve des informations sur la situation intérieure, sur les luttes populaires, sur les problèmes internationaux, sur la culture, le sport, etc., ainsi que deux rubriques régulières : « La voix du peuple » — où sont publiées des lettres de lecteurs — et une page de dossier dont la publication s'étale sur plusieurs numéros.

Vivant, abondamment illustré, imprimé en plusieurs couleurs, « Aydinlik » s'adresse à un public large, aux millions de travailleurs des campagnes et des villes.

Sa diffusion constitue d'ores et déjà un succès.

les 106 000 exemplaires du premier numéro ont été tous vendus. Et si l'on peut s'attendre — une fois le premier moment de curiosité passé — à une légère baisse du chiffre de diffusion, « Aydinlik » n'en constituera pas moins une arme efficace dans les mains des travailleurs pour leurs luttes, pour la cause de la révolution national-démocratique.

Si l'on se rappelle, qu'il y a à peine quatre ans, des centaines de militants révolutionnaires prolétaires croussaient dans les geôles du pouvoir, condamnés à de lourdes peines, on mesure tout l'essor que connaît le mouvement populaire depuis cinq ans.

17 April 1978 Monday
PAZARTESI
Aydinlik
17
NISAN 1978
BÜTÜN ÜLKELERİN İŞÇİLERİ VE EZİLEN HALKLAR, BİRLİŞİN!

Ötensiz olarak bell oldu

Ce succès de la diffusion de « Aydinlik » est dû aussi, pour une large part, à l'intense campagne de préparation menée depuis l'automne par nos camarades.

PRÉPARATIFS INTENSES

Abandonnant toute attitude sectaire, les révolutionnaires prolétaires de Turquie sont allés résolument vers les larges masses et les ont appelés à soutenir leur quotidien.

Soutien financier d'abord. Toutes les initiatives pour la souscription ont été les bienvenues : ventes sur les marchés de broderies, de citrons, d'objets les plus divers, collectes au porte-à-porte, dons en nature, etc.

En tout, près de 200 millions de centimes ont été ainsi collectés.

DANS L'IMMIGRATION EUROPÉENNE AUSSI

Tout cette campagne

BM Genel Sekreteri, Tür

a été aussi menée parmi les millions de travailleurs turcs émigrés en Europe. Eux aussi ont souscrit en masse pour leur quotidien. Et d'ici quelques mois, une édition spéciale de « Aydinlik » quotidien, tirée à l'étranger, sera diffusée aux quatre coins de l'Europe.

• Pour soutenir « Aydinlik » quotidien, envoyez vos chèques postaux à H. Demirci, Postchecknummer 365282-602, Postfachamt Frankfurt (RFA).



L'URSS et le débat interne au sein du PCF

Dans notre éditorial du No 874 de notre journal, une malheureuse coquille a été commise, qui a dénaturé le sens du troisième paragraphe de l'article.

Il a été écrit, « ... dirigé contre son parti communiste, le Parti communiste du Kampuchea ». Il fallait lire :

« Déjà à cette époque, les impérialistes crachaient leur venin sur ce petit peuple asiatique qui combattait en comptant sur ses propres forces dirigé par son parti communiste, le Parti communiste du Kampuchea ».

Nous demandons à nos amis Cambodgiens et à nos lecteurs de nous en excuser.

• Paris

Soirée d'amitié avec le Kampuchea démocratique

La salle B de la Mutualité était pleine, jeudi soir, pour commémorer le 3e anniversaire de la Libération de Phnom Penh par l'Armée révolutionnaire du Kampuchea, le 17 avril 1975.

A l'appel de l'Humanité rouge et du PCRml, soutenus par la Fédération des unions populaires de Turquie en Europe, une assistance nombreuse s'était rassemblée pour s'informer des derniers développements de la situation au Kampuchea, fêter les splendides victoires remportées par le peuple cambodgien dans l'édification d'une société nouvelle.

Une brève intervention des organisateurs commençait par saluer les enseignements de la lutte exemplaire du peuple cambodgien, des enseignements qui concernent aussi notre peuple, car l'esprit d'oser lutter, oser vaincre, de compter sur ses propres forces, d'indépendance et de liberté dont il a fait preuve, et dont il fait toujours preuve, est universel. Elle dénonçait également avec vigueur la haineuse campagne des calomnies qui se mènent dans le Kampuchea indépendant, appelant à y riposter par le rétablissement de la vérité, la popularisation des grands succès remportés par le peuple cambodgien et le développement de l'amitié entre nos deux peuples.

Le représentant du Comité des patriotes du Kampuchea en France devait ensuite décrire les différents aspects de la société nouvelle qui s'édifie là-bas depuis la victoire décisive du 17 avril 1975 et donner, devant un public attentif, le point de vue de son peuple sur les derniers développements du conflit avec le Vietnam.

Et puis ce fut le film « Kampuchea démocratique », très attendu par tous, car c'était la première fois qu'il était projeté devant un public français. Pendant près de deux heures, de magnifiques images nous ont ainsi décrit les différents aspects du Cambodge nouveau : l'édification des coopératives rurales, la bataille engagée — et déjà gagnée — pour maîtriser l'eau et le riz, le travail collectif sur tous les plans qui permet de faire tout vite et mieux, l'éducation d'une génération nouvelle, révolutionnaire, la défense vigilante du territoire.

Un beau film passionnant et enthousiasmant qui est la meilleure, le plus implacable des répliques à la campagne de calomnies déchaînée contre le Kampuchea indépendant.

Hors du Tchad, les troupes françaises

(Suite de la page une)

En effet, la situation est préoccupante pour l'impérialisme français. Le Frolinat (Front de libération nationale) remporte succès sur succès. Le dimanche 18, ses troupes avaient pris la préfecture de Kanem ; mardi dernier, c'était au tour de la ville d'Arada ; mercredi, les troupes du Frolinat avaient obligé les troupes gouvernementales tchadiennes à se replier à une quarantaine de kilomètres au sud de Salal. Vendredi 21, la garnison de Guerida tombait. Samedi, les troupes du Frolinat marchaient sur Moussouru, à 350 km au nord de la capitale N'Djaména.

ger quoi que ce soit dans cette situation. L'impérialisme français, en effet, ne fait plus la loi, même en Afrique, l'une des rares régions du monde où il garde un tant soit peu d'influence. Cependant, le néo-colonialisme français continue à se manifester et ne se résoud pas à cesser ses interventions dans des pays anciennement colonisés par la France où il a encore des intérêts à défendre. La présence et l'intervention françaises restent un obstacle à la libre détermination de son destin par le peuple tchadien.

Non à l'intervention militaire au Tchad ! Les troupes françaises hors du Tchad !

Apparemment, le débat qui se déroule dans le PCF aujourd'hui ne porterait que sur des questions tactiques de politique intérieure : les élections, le XXIIe Congrès, le PS. Mais, plus encore que les déclarations d'Ellenstein, un fait est venu joindre une autre question à cette liste de divergences internes : la question de l'URSS. Ce fait, c'est la démission de Frémontier, rédacteur en chef d'« Action », journal du PCF destiné aux entreprises,

Ce que Frémontier n'a pas accepté, c'est qu'une brochure tirée à 8 millions d'exemplaires pendant la campagne électorale soit censurée sur la question du manque de liberté en URSS.

L'HISTORIQUE DES FAITS

« D'emblée, (dans la rédaction de la brochure), un problème se pose : celui de ce que nous appelons dans le parti les « blocages ». Pourquoi des gens qui objectivement devraient voter pour le parti ne veulent pas voter pour lui ? Qu'est-ce qui les retient ? Nous avons discuté et nous avons conclu qu'il y avait un double blocage : sur les libertés et sur les pays socialistes. On a donc cherché le document qui puisse exprimer l'idée que vis-à-vis des pays socialistes, le PCF avait une liberté de critique » (1)

La brochure reçoit l'accord de Marchais, Laurent et Fitterman pour le secrétariat du PCF et de Kanapa pour le Bureau politique (2).

Toutefois, la brochure sera changée (en l'absence de Frémontier). Une photo de Juquin serrant la main de Plioutch, le dissident sovié-

que est remplacée par une photo d'un camp de concentration en URSS.

Cela est encore jugé trop tendancieux pour certains et Plissonnier demande à nouveau la censure. Des camps de concentration russes sont remplacés par une photo du XXIIe Congrès du PCF.

L'EXEMPLE EST INTERESSANT

Ce qui est tout d'abord intéressant dans cette petite péripétie, c'est que certains membres haut placés du PCF ne peuvent accepter la moindre critique formulée à l'URSS, même une photo aussi connue que celle d'un camp de concentration. Cette photo était en effet extraite du film passé sur TF 1 sur ces questions, devant des millions de spectateurs. Pourquoi la direction du PCF a en fin de compte préféré une nouvelle fois fermer les yeux sur ce fait réel ?

Ensuite, il faut bien remarquer que Frémontier, malgré tout cela, continue de considérer les pays de l'Est comme des pays « so-

cialistes ». Que s'il a démissionné de son poste de rédacteur en chef d'« Action », il n'a pas démissionné du PCF. Comment justifie-t-il le choix de ce document qui lui valut la censure ? Par des arguments électoraux et non pas par conviction de ce qu'est l'URSS. Il dit, rappe-

moins ici) les plus forts au sommet du parti : la brochure fut bel et bien censurée.

L'EUROCOMMUNISME

Voilà qui précise bien ce qu'est l'« eurocommunisme » dont se recommandent le PCF, le PC italien et le

La brochure censurée



lons-le : il s'agit de gagner des électeurs qui ne veulent pas de l'URSS.

LA LIGNE DU PCF

Ellenstein fait les mêmes critiques à l'URSS : le manque de liberté. Ce fait est positif dans la mesure où il a contribué un peu à montrer à beaucoup de gens que le PCF n'était pas un pays de liberté.

Mais cette simple évidence, ce n'est pas le PCF qui l'a mise en valeur, au contraire. Les faits ont peu à peu été connus en dehors et contre le PCF. Les masses travailleuses ont appris l'existence, preuve à l'appui, de ces graves atteintes à la liberté en URSS et dans les pays de l'Est.

Certains dirigeants du PCF ont alors dû accepter de tenir compte de ces faits probants, mais cela ne veut pas dire, loin de là, que le PCF ose reconnaître l'URSS pour ce qu'elle est : un pays bourgeois, gouverné sur le mode fasciste.

Et plus encore ; on voit que ceux qui veulent défendre l'URSS coûtent ce qu'ils restent (ce fut le cas du

PC espagnol. Qu'il y ait une certaine distance par rapport à l'URSS est évident. Mais les dirigeants du PCF parlent encore de l'URSS comme d'un pays socialiste, ils préchent encore la défense de ce pays et de son parti.

Il y a quelques jours, nous signalions de même à nos lecteurs que si le congrès du PCE semblait prendre, en certains points, ses distances par rapport à l'URSS il n'en demeure pas moins qu'à l'ouverture du congrès, les participants ont acclamé le pays de Brejnev aux cris de « URSS, Carrillo » ... (3).

Voilà qui permet de préciser ce que Frémontier et Ellenstein appellent la « liberté de critique » du PCF par rapport à l'URSS.

(1) Interview de Frémontier dans « Politique Hebdo ». Le document choisi fut une photo de Juquin serrant la main du dissident russe Plioutch.

(2) Frémontier se refuse à confirmer ces noms. L'information semble toutefois sûre.

(3) Carrillo est le chef du PC espagnol.



Frémontier



BREVES

Voilà relevés quelques exemples parmi les dépêches AFP, pour la seule journée du 20 avril : « A Nantes, deux cent quatorze licenciements ont été annoncés, jeudi, par la direction des établissements « Atlas » (matière plastique), à Isse, près de Chateaubriand (Loire-Atlantique) plusieurs débrayages ont eu lieu jeudi.

Paris - « Le plan de redressement des Tanneries françaises réunies (TFR-), une des plus grandes entreprises de tannerie, a été accepté par les Pouvoirs publics.

« Ce plan se traduirait par le licenciement de la moitié du personnel soit 500 salariés environ. Depuis 1974, date du premier dépôt de bilan, les effectifs des TFR sont passés de 2 400 à un millier environ.

Poitiers - « Les 117 salariés de l'usine Merceron de Châtelleraut (Vienne) ont reçu leur lettre de licenciement. Ils ont décidé d'occuper les locaux.

L'entreprise, qui était spécialisée dans la fabrication de cuves pour les transports de carburant, avait été récemment mise en liquidation judiciaire.

Le tribunal de Poitiers a déclaré jeudi, la société Dudognon de Poitiers, en liquidation de biens. Cette entreprise spécialisée dans la fabrication de matériels électroniques et acoustiques, employait 66 personnes dans diverses unités réparties dans le sud du département de la Vienne et en Charente.

Dès que le jugement a été connu, le personnel a décidé d'occuper les locaux.

Charleville-Mézières - « Des ouvriers de l'usine « Chiers-Châtillon-Gorcy » de Brevilly, près de Carignan (Ardennes), ont retenu deux représentants de la direction, jeudi soir, à l'issue d'une réunion particulièrement houleuse du comité d'établissement.

Le projet de fermeture de l'usine, une tréfilerie qui emploie 128 personnes, avait été annoncé le 6 avril dernier. Jeudi soir, le ton a monté entre les délégués du personnel, qui voulaient connaître la date exacte de la fermeture, et les représentants de la direction, venus seulement « étudier le problème ».

Des ouvriers ont alors décidé, en début de soirée, de « séquestrer » les représentants de la direction qu'ils ont relâchés deux heures plus tard.

La lutte dans les écoles normales Contre les licenciements dans les écoles normales

• Saint-Brieuc

L'inspecteur d'académie et les membres du jury d'un examen ont été séquestrés jeudi pendant trois heures par cent cinquante normaliens et normaliennes de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).

Les étudiants avaient manifesté devant l'Inspection académique des Côtes-du-Nord avant de pénétrer dans le rectorat d'Aix-en-Provence, dans le cadre de la journée nationale des normaliens.

• Aix-en-Provence

Une manifestation aura lieu le 26 avril à 8 h 30, devant le Palais de Justice d'Aix-en-Provence, avant le procès d'un jeune élève-maitre de l'école normale d'instituteurs inculpé de « violences et voies de faits à agents du corps urbain d'Aix-en-Provence ainsi que d'outrages à agents de la force publique ».

Le jeune normalien, Eric Cartier (20 ans) avait été appréhendé le 30 mars, lors d'un rassemblement devant le rectorat d'Aix-en-Provence, dans le cadre de la journée nationale des normaliens.

Trois autres élèves-maitres avaient été blessés au cours d'un affrontement avec la police et bien qu'ayant porté plainte pour coups et blessures, ils risquent, selon la FEN des Bouches-du-Rhône, d'être poursuivis pour bris de matériel.

HARLAN COUNTY USA
Au CINÉMA CAMEO
Rue de la Commanderie 54000 Nancy

Du mercredi 26 avril 1978
Au lundi 1er mai 1978 à 21 h

Dimanche 30 avril 1978
lundi 1er mai 1978 à 15 h

Après 18 ans de travail en France

8 jours pour faire ses valises

Sow est un ouvrier maïen qui est arrivé en France en 1960. Dix-huit années de travail et maintenant, on lui retire sa carte de séjour et on le « re-le ». Il a huit jours pour faire ses valises à compter du 18 avril, parce qu'il est resté plus de six mois en Afrique, auprès de sa famille et de ses quatre enfants. Il a commis la grave faute d'ignorer la circulaire 75/347 du 8 juillet 1975. Jamais personne ne l'a informé de cette

circulaire, comme tous ses camarades d'ailleurs.

Les mesures Stoléro, la circulaire Bonnet-Peyrefitte, l'ensemble des mesures, circulaires et décrets... appliqués n'importe comment, dans l'arbitraire le plus total par les préfectures et leurs « services » pour étrangers ! Tout cela, de même que les contrôles incessants dans le métro et dans les foyers, vise à instaurer l'insécurité complète pour les immigrés.

Ce refoulement est une

expulsion déguisée. Après dix-huit ans de travail, on jette Sow Khadama à la porte de la France comme un chien. Ceci est inacceptable. Cette circulaire du 8 juillet 1975 est insupportable.

Nous, membres des permanences anti-expulsion nous appelons tous ceux qui veulent lutter contre l'expulsion de Sow Khadama, tous ceux qui veulent lutter pour l'égalité complète des droits entre Français et immigrés, con-

tre les expulsions et contre les extraditions, pour la régularisation de tous les sans-papiers et contre les crimes racistes à rejoindre notre combat.

Contactez la permanence de Saint-Denis à la librairie « Les degling's » 4, rue Lanne 93 Saint-Denis le vendredi de 18h à 19h 30
Permanence de Saint-Denis et les résidents Assotraf de Saint-Denis

• Congrès de la FSM

Des paroles ... aux actes

Au moment où Séguy voudrait se faire passer à Prague pour un défenseur de la liberté pour les travailleurs soviétiques ou tchécoslovaques, un petit fait donne la mesure de l'hypocrisie des révisionnistes.

Le 23 mars 1978, la Commission administrative de la FEN (Fédération de l'Éducation nationale) adoptait deux appels, l'un en soutien aux ouvriers soviétiques qui ont constitué le « Syndicat libre » (Voir ci-dessous) l'autre en faveur des travailleurs tchécoslovaques privés d'emploi pour avoir signé la Charte des 77.

Initiative tout à fait positive qui n'a pas reçu l'agrément des membres de la CA appartenant à la tendance « Unité et action ».

Pour ceux qui ne sont pas initiés au régime des tendances qui règnent à la FEN, la fraction Unité et Action est animée par les militants du PCF. Le détail des votes de la CA publié dans la presse de la FEN indique : « Appel à la solidarité aux travailleurs tchécoslovaques privés d'emploi ».

Ce texte a été voté par 48 voix contre 25 (Unité et Action) « Solidarité aux syndicalistes soviétiques ».

Cette motion a été votée par 50 voix contre 25 refus de vote (Unité et Action). Sans commentaire.

L'appel de la Commission administrative de la FEN

Vladimir Khlebnov et d'autres ouvriers soviétiques qui ont créé en janvier 1978 un syndicat indépendant, création non interdite par la légalité soviétique, se trouvent depuis lors très durement réprimés.

Plusieurs dizaines sont privés d'emploi, en outre, Khlebnov, Nikitine, Kortchaguine, Nicolaev, Ihtcherbanov sont internés en asile psychiatrique.

La Commission administrative de la FEN condamne cette nouvelle vague de répression antisyndicale en URSS et exige la libération immédiate des internés et la réintégration des licenciés dans leur emploi.

Rappelant que la liberté syndicale constitue un droit fondamental et imprescriptible de tous les travailleurs, la CA de la FEN demande que ce droit soit effectivement reconnu en URSS et puisse y être librement exercé.

Elle décide d'apporter le soutien de la FEN à l'initiative syndicale des travailleurs soviétiques. La CA appelle les centrales syndicales ouvrières françaises et le Mouvement syndical international à organiser activement un tel soutien ; elle les appelle aussi à intervenir d'urgence pour sauver nos camarades de la répression.

Paris, le 23 mars 1978.

• Marseille

Contre les licenciements dans la réparation navale

Le groupe Terrin de Marseille est la première société française de réparation navale avec 4 200 salariés directs, treize filiales et deux cent trente-quatre entreprises sous-traitantes. Il fait actuellement l'objet de menaces de fermeture. Depuis plusieurs mois, le patronat a entrepris une restructuration dans le secteur de la réparation navale. Déjà, depuis l'été dernier, c'était plusieurs centaines de licenciements chez Terrin, en même temps la société des Chantiers navals de la Ciotat prenait une participation majoritaire dans le groupe. Aujourd'hui, il semble que la dernière phase du plan de restructuration se mette en place : on parle ni plus ni moins que d'un dépôt de bilan. Est-ce une décision ferme ou un chantage pour faire

passer plusieurs milliers de licenciements ? Personne ne le sait.

Dès l'annonce de ces menaces, plusieurs milliers de travailleurs ont manifesté mercredi dans le centre ville.

« Aucun licenciement » et « Maintien des avantages acquis » sont les revendications avancées par les travailleurs. L'été dernier, la CGT, seul syndicat dans le groupe ne s'était pas opposée concrètement à la première vague de licenciements et n'avait organisé aucune coordination réelle des différentes entreprises du groupe. Aujourd'hui, comme hier, seule la mobilisation des travailleurs sur leurs mots d'ordre et l'unité dans l'action de toutes les entreprises sont la voie de la victoire.

Correspondant H.R.

FETE

de la

JEUNESSE

en

LUTTE

Jeunesse Communiste Marxiste Léniniste de France

DIMANCHE 30 AVRIL

de 15h à 22h.

Château de l'Hermilage
LA VISTE, MARSEILLE, MERD.

Programme:

- 15h. Chantiers navals
- 16h30. Forums.
- 18h. Meeting.
- 20h. Chantiers navals



Lycée technique = danger

- Depuis la rentrée de Pâques, les élèves sont en grève
- Les travaux d'urgence doivent être faits rapidement

Depuis la rentrée des vacances de Pâques, les élèves et l'ensemble du personnel (enseignants et surveillants) du lycée technique « Yves Thépôt » de Quimper sont en grève pour protester contre les conditions scandaleuses d'hygiène et de sécurité que l'État-patron leur impose, au mépris de ses propres lois.

L'action engagée est de plus en plus vigoureusement appuyée par les parents d'élèves.

LE DÉLABREMENT ET L'INSALUBRITÉ

Un petit historique de la situation de l'établissement permet de mieux comprendre l'état d'insécurité, de délabrement et d'insalubrité dans lequel il est parvenu seulement quinze ans après sa construction. Il faut dire qu'au départ, en 1963, ce lycée avait été conçu et sa construction prévue pour un pays dont le climat est quelque peu différent de celui du Finistère en l'occurrence pour l'Algérie !!

Il est donc facilement compréhensible que très rapidement, apparurent aussi bien par les façades que par

les toits, de multiples infiltrations d'eau notamment dans les ateliers d'électricité et de mécanique générale et dans les locaux de l'internat où vivent 450 élèves (et durant l'été, les flics stationnés à Quimper pendant les fêtes de Cornouaille mais ceux-là ont des primes !) entraînant des risques permanents d'électrocution.

Quelques exemples sont éloquentes. De l'eau stagnante sur les terrasses des ateliers s'infiltrait dans les conduites électriques, et il n'est pas rare qu'une machine (tour, fraiseuse) soit à la masse. La dernière en date, peu avant les vacances de Pâques, sous tension 380 volts ! Il est fréquent que les globes lumineux soient transformés en véritables aquariums dans les vestiaires des élèves aux ateliers.

Dans les dortoirs, aucun système d'alarme n'est en état de fonctionnement, mettant ainsi en péril la vie des élèves et des maîtres d'internat en cas d'incendie ou autre sinistre, tous les

instincteurs étant bien évidemment vides ! De plus, le chauffage est constamment défaillant et l'isolation thermique étant bien sûr inexistante. Il n'est pas rare en effet, de constater des températures avoisinant 3 à 4 degrés dans de nombreuses salles de cours et dans les dortoirs.

Les enseignants sont parfois obligés d'interrompre leurs cours, lors de fortes rafales de vent, l'air et l'eau pénétrant avec force par les fenêtres à glissière dont aucune ne ferme hermétiquement. Question hygiène, certaines parties des locaux présentent souvent un état de propreté plus que douteux, le personnel, agents, en nombre très insuffisant ne pouvant assurer de façon régulière leur entretien.

Il est évident que d'année en année, la situation d'insécurité des bâtiments n'a fait que s'aggraver. Les conditions de vie et de travail sont devenues intolérables, et après les nombreuses demandes effectuées auprès du chef d'établissement giscardien, de la muni-

cipalité RPR, des autorités académiques, de l'Inspection du travail, de la DASS, et du préfet qui sont demeurées vaines si ce n'est les habituelles promesses démagogiques, les usagers du lycée technique en lutte exigent de Beullac et de son acolyte Becam maire de Quimper et aussi membre du gouvernement (le tristement célèbre Monsieur marée noire) :

— La fermeture immédiate de l'établissement (à ce sujet, le capitaine des pompiers de la ville de Quimper appelé sous la pression des parents d'élèves et des syndicats des personnels à visiter l'établissement s'est exclamé en voyant l'état des lieux : « On ferme... Il faut fermer » et ceci il y a une dizaine de jours ! Afin que soient réalisés dans les délais les plus brefs les travaux de première urgence permettant une réelle garantie de sécurité et le déblocage effectif des crédits nécessaires à la réfection complète des bâtiments celle-ci étant exigée avant la rentrée scolaire prochaine.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs

l'Humanité Rouge

Stoléro prépare la répression

NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LES GREVISTES DE LA SONACOTRA



LORIENT SAMEDI 11 FEVRIER Rassemblement régional de l'Humanité rouge

DANS CE NUMERO 4 PAGES DE L'UNION OUVRIERE ET PAYSANNE POUR LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE

Giscard : une politique étrangère incohérente

LES OUVRIERS DE PHODOR OCCUPENT L'ARTICLE PAGE 8

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

BIMENSUEL

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : Prénom :
Rue : Commune :
Code Postal :

Suite de la page 1

9e congrès de la FSM

D'autre part, la presse tchécoslovaque et en particulier la presse syndicale a totalement fait le silence sur la non-représentation d'un candidat de la CGT au poste de secrétaire général. Séguy s'est indigné de cette censure.

Il s'est également élevé contre les « anathèmes » portés contre la CGT par des congressistes (la CGT a été taxée de « nationalisme » par le délégué indien) et a déclaré : « Si par malheur de tels anathèmes contre la CGT devaient continuer à être encouragés par ceux dont les positions prédominent au sein de la FSM, l'atmosphère y deviendrait très vite irrespirable pour nous ». Il y a donc là menace non-voilée jetée à la figure des dirigeants syndicaux soviétiques que la CGT quitte la FSM. On sait que les dirigeants CGT se sont donnés un an pour savoir s'ils continuent à appartenir à cette fédération ou s'ils la quitteront.

Pour leur part, les dirigeants de la CGIL qui l'ont déjà quittée pronostiquent que la CGT elle aussi, prendra rapidement ses distances avec la FSM.

Ainsi donc les dirigeants soviétiques ne font plus l'unanimité loin s'en faut. La tendance est même franchement à prendre ses distances vis-à-vis d'elle. Même si cette tendance est encore minoritaire, cela est un fait très positif.

Il ne faut pas pour autant en conclure que Séguy et les dirigeants de la CGT sont prêts dans les faits à combattre effectivement pour la démocratie en URSS. Ce que la CGT remettrait en cause à ce 9e congrès de la FSM c'était moins la situation en URSS et dans d'autres pays de l'Est qu'elle même et l'image qu'elle veut donner en France. Elle veut aussi ne pas trop retarder sur les combats que d'autres syndicats mènent en France à propos des droits démocratiques dans les pays de l'Est. Quant aux méthodes utilisées dans la CGT, elles ne vont pas changer même si Séguy est l'auteur de la déclaration universelle des droits syndicaux.

Les patrons ne manquent pas d'air



Anjourd'hui, Dieu le Père serait un très mauvais patron.

Ventilation Colt. On travaille mieux

S'étalant sur presque une page dans le journal « Les Echos », cette publicité de « Colt international » pour son matériel de ventilation.

Dans le commentaire publicitaire, on peut lire : « Point n'est besoin de transpirer pour travailler. De nos jours les industriels sont en train de le comprendre. Quand on a de l'air, on travaille mieux. » On apprend aussi qu'au-delà de 23 degrés de température le climat devient vite malsain, la productivité baisse, l'absentéisme augmente... En régime capitaliste, même un ventilateur, ça sert à mieux exploiter l'ouvrier !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL



LA CHINE soutient la lutte des peuples

BREST

Manifestation le lundi 1er mai à 14 H
Terre-plein des syndicats
A l'appel de l'Humanité rouge, JCMFL, UOPDP
avec le soutien du PCMLF et du PGRML

Télévision

MERCREDI 26 AVRIL

A 20 h 25 SUR A 2 - FOOTBALL : BASTIA-EINDHOVEN

Finale de la Coupe de l'UEFA : match aller. En direct. Le SEC Bastia a réussi, en cette Coupe d'Europe, une série de 7 victoires successives, et compte, avant la finale, huit succès en dix rencontres européennes.

Son adversaire, le PSV Eindhoven n'a pas un palmarès aussi éloquent, mais les Hollandais jouissent d'une réputation bien plus grande que celle de leurs rivaux.

La rencontre-retour doit avoir lieu en Hollande, le 9 mai.

A 20 h 30 SUR FR 3 : « La bataille de la Neretva ».

Ce film yougoslave de Veljko Bulajic (1969) raconte un épisode héroïque de la résistance au début de 1943. C'est un film spectaculaire dans le même style que « Le jour le plus long ».

JEUDI 27 AVRIL

A 20 h 30 SUR A 2 - JEAN CHRISTOPHE : No 9

« La nouvelle journée ».

Dernier épisode du feuilleton TV d'après l'œuvre de Romain Rolland.

VENREDI 28 AVRIL

A 20 h 30 SUR FR 3 - LE MYSTERE KENNEDY : No 3

« La vérité en marche ».

Ce 3e volet de l'enquête-reportage de Jean-Michel Charlier est consacré aux véritables instigateurs du complot. Les plus importants groupes de pression des USA sont mis en cause, et notamment la CIA, dont les éléments les plus durs considéraient Kennedy comme un traître.

Un film d'amateur pris au moment de la fusillade et truqué ensuite par le FBI pour en éliminer les éléments contredisant la thèse officielle permet de mieux comprendre comment s'est passé l'attentat. A l'insu du FBI, le cinéaste amateur avait fait faire une copie de son film avant de la donner aux enquêteurs, c'est cette copie non truquée qu'a découverte le réalisateur de l'émission.

La projection de cette 3e partie sera suivie d'un débat avec Jean-Michel Charlier et un certain nombre de spécialistes américains, de 21 h 45 à 22 h 45.

Théâtre

Louise Michel

Louise Michel et la Commune nous sont offertes en ce moment à Paris. Une pièce qui retrace la vie de cette femme étonnante à l'avant-garde, cette femme dont le combat quotidien est vibrant d'actualité. Dans la mesure du possible, il faut aller voir cette pièce.

Sur scène, c'est un mélange des genres que servent des acteurs d'un grand talent. Ils miment, chantent, jouent, personnifient, actionnent caricatures et marionnettes. Ces caricatures sont un moyen pour nous de rejoindre l'histoire d'une façon très vivante. Les chants expriment toute la force, l'âme, la détermination et l'enthousiasme du peuple de la Commune.

La voix de Louise Michel est celle qui a mené le combat depuis l'enfance, qui s'est faite entendre, qui s'est affirmée en tant que femme active, indépendante et maîtresse de son destin. Mais Louise Michel n'est pas seulement cette voix qui n'a pas peur de dire la vérité, qui crie l'analyse juste, qui frappe l'adversaire. Louise Michel est extraordinairement active. Elle se porte avec le peuple sur les barricades, elle court au secours des blessés, elle prend un fusil tombé là et s'en sert s'il le faut contre l'ennemi du peuple.

Louise Michel, condamnée pour avoir porté le fusil, n'acceptera jamais une seule grâce. Sa fierté l'en empêche devant des hommes politiques véreux et un parti social-démocrate qui « n'a pas eu honte de renier la violence ». Car pour elle, sans violence légitime, sans violence du peuple, celui-ci ne pourra rien obtenir. Les pauvres les plus matériellement déshérités doivent obtenir par les armes, par la force, leur libération réelle.

« Louise Michel » ou « Les œillets rouges », une pièce qui nous exprime la combativité exemplaire d'une femme, une époque tout aussi historique marquée du sceau de son peuple. Une pièce à voir.

Au THEATRE LA BRUYERE
5, rue La Bruyère, M^o St Georges
Tous les jours, sauf dimanche 21 H - Etudiants 20 F

Un militant de l'ETA livré à la police espagnole

Cela s'est su vendredi 21, la police française a livré à son homologue espagnol, un jeune Basque, militant de l'ETA qui s'était réfugié en France après un attentat contre les locaux d'une association patronale à Saint-Sébastien.

Vicente Albadur-Larragnaga après un attentat commis dans la nuit du 12 au 13 avril avait été gravement brûlé et était très activement recherché par la police : il réussissait le tour de force de passer en France.

Arrivé en France, il est hospitalisé à Bayonne, puis à Bordeaux dans le service des grands brûlés.

Là, la police le surveille de très près bien qu'aucune poursuite judiciaire

n'ait été engagée contre lui. Son avocat ne peut lui rendre visite et ses parents ne peuvent le voir qu'une fois.

Bien qu'il continue à souffrir de brûlures non guéries au visage, le jeune Basque est embarqué mercredi dans une voiture de police et transporté sous surveillance étroite et renforcée jusqu'à la frontière espagnole puis est livré à la police de ce pays, non pas

aux traditionnels lieux de passages de Béobie ou Hendaye, mais en pleine montagne à Urdoles le Somport.

Il serait emprisonné actuellement à Bilbao. Les autorités françaises qui ne manquent pas de cynisme prétextent le fait que Vicente n'avait pas demandé le droit d'asile à la France pour justifier l'expulsion. On sait que Klaus Croissant qui lui, l'avait demandé avait néanmoins été extradé.

Giscard devient de plus en plus Giscard-l'expulseur.

Le Mans -Garde Intoxication alimentaire: 90 enfants hospitalisés

Une cinquantaine d'enfants de 8 à 12 ans de deux écoles primaires du Mans (Sarthe) ont été intoxiqués par un déjeuner pris vendredi à la cantine commune des deux établissements. Une quarantaine d'entre eux restent hospitalisés dans la soirée de vendredi.

C'est vers 16h, à l'école de la Sablonnière et Claude Bernard que les premiers malaises ont été décelés chez les enfants : étourdissements, vomissements. Les pompiers sont immédiatement intervenus pour évacuer tous les petits malades vers le centre hospitalier du Mans où par précaution, indique-t-on, à l'hôpital, on a gardé une quarantaine d'enfants sous surveillance médicale afin de prévenir toute complication éventuelle.

Les enfants avaient mangé un potage, des haricots en vinaigrette, du poisson au riz, du fromage et de la compote.

Il semble que c'est la première partie du repas qui pourrait être la cause de l'intoxication puisque des enfants de maternelle n'ayant pas consommé les premiers plats n'ont pas souffert de malaise. Tous ont quitté l'hôpital samedi.

POLLUTION

Des centaines de poissons ont péri dans le canal d'Huningue, dans le département du Haut-Rhin, à la suite d'une pollution dont l'origine semble devoir être attribuée à une usine chimique française ou suisse située en amont, du point de jonction du canal avec le Rhin.

AMIANTE

Grâce à l'action et à l'information menées tout d'abord par des enseignants et étudiants de la faculté de Jussieu, ensuite reprises par les syndicats, la RATP a dû commencer des travaux pour éliminer les dangers que les revêtements en amiantes faisaient peser sur les personnels et passagers dans certaines stations de métro, et dans certains locaux de travail des agents.

Des revêtements en amiante déposés par floccage sont en place dans les tunnels, dans les stations et dans certaines salles de billets ouvertes donc au public. C'est le cas à Créteil, à la gare de l'Est, aux Invalides et à Saint-Denis Basilique. Actuellement, sept agents de la RATP qui ont des problèmes de santé sont suivis par la médecine du travail et une suspicion pèse fortement sur l'amiante.

Rappelons que l'amiante est constituée de fibres microscopiques qui, si elles sont aspirées ou avalées trop longtemps, provoquent des maladies mortelles dont la plus courante est l'asthose pulmonaire sorte de cancer des poumons.

Pont-à-Mousson Ecrasé par le système de sécurité

Un accident mortel du travail s'est produit hier, vers 21 h 45, au service « hauts fourneaux » de l'usine mère de Pont-à-Mousson SA. La victime est un conducteur de four, M. André Schmisser, né le 6 juillet 1924 à Arnaville, employé aux fonderies de Pont-à-Mousson depuis 1947, marié et père de trois garçons et d'une fille âgés de 19 à 29 ans.

M. Schmisser passait sous une lingotière lorsque le

système de sécurité, une grille recevant les gueuses tombant tardivement d'un poids d'une tonne et mesurant 4,5 m sur 1 m de large, s'écroula. Le protecteur articulé a frappé la victime qui, la tête fracassée, a été tuée sur le coup.

Deux ouvriers ont trouvé la mort à Pont-à-Mousson SA, en novembre 1977, l'un au chargement des hauts fourneaux, l'autre à la briquetterie, brûlé par du laitier en fusion.

Stockholm

Le tiers monde contre le monopole de l'information

Pour la première fois, doit se tenir dans l'histoire de la presse internationale, une conférence des agences de presse. Elle aura lieu à Stockholm en Suède du 24 au 27 avril, sous l'égide de l'Unesco. Parmi les agences représentées, celles des pays occidentaux : Associated Press, Reuter, Agence France-Presse, UPI (Italie), celle de l'URSS (Tass), et de treize pays du tiers monde dont l'Agence Chine-nouvelle.

Comme l'indique l'Agence France-Presse elle-même, dans une de ses dépêches le ton de cette conférence de Stockholm a été donné par M. Amadou Mahtar M'bow, directeur général de l'UNESCO (l'Unesco est l'organisme de l'ONU chargé des questions culturelles, de l'information, etc.) qui a réformellement dénoncé « La domination des nations les plus puissantes sur les plus faibles » en matière d'information et a appelé « ceux qui sont défavorisés dans le processus de la communica-

tion » à « se libérer de leur état de dépendance ». Il faut donc s'attendre à ce que les représentants des agences de presse du tiers monde exposent à nouveau leurs positions à l'égard du monopole détenu par les grandes agences de presse, dont il résulte un déséquilibre dans la circulation de l'information et une déformation des nouvelles en provenance de ces agences et concernant le tiers monde.

L'AFP ne croit pas si bien dire. N'assiste-t-on pas par exemple, à la diffusion des mensonges les plus grossiers sur le Kampuchea démocratique ou sur la Résistance palestinienne assimilée aux terroristes qui perpétrent, ici ou là, des enlèvements spectaculaires.

Il est temps que les peuples et pays du tiers monde puissent briser effectivement le monopole de l'information internationale détenue par les agences de presse de quelques pays impérialistes occidentaux et de l'URSS.

Les plans de la bourgeoisie

Le deuxième plan acier (III)

Sur la base des données fournies par certains experts, qui estiment que la sidérurgie française devrait supprimer au total entre 30 000 et 40 000 emplois pour atteindre le même taux de productivité qu'en Allemagne fédérale, sera établi un second plan acier qui prévoit la suppression de 10 000 à 15 000 emplois entre 1980 et 1983.

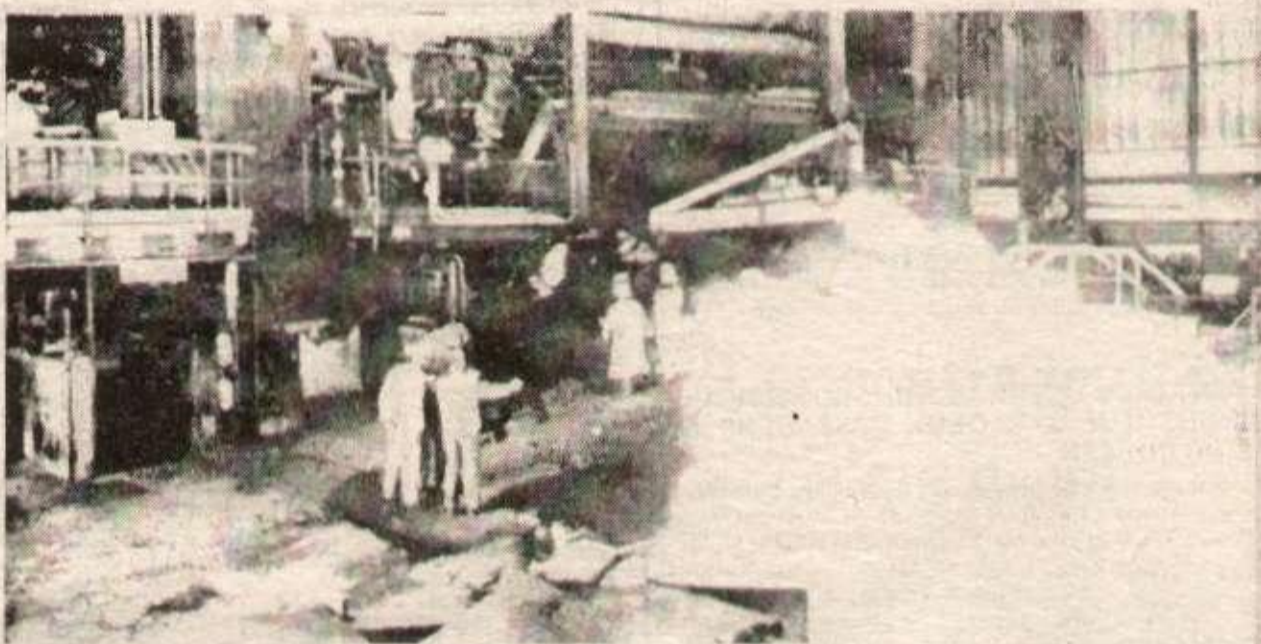
Les milieux patronaux et gouvernementaux ont attendu la clôture des élections pour annoncer ce nouveau projet qui va encore aggraver la situation des travailleurs en Lorraine. Selon la CFDT, « c'est le coup de grâce à une Lorraine déjà gravement blessée », car dans cette région, les suppressions d'emplois se succèdent à un rythme régulier.

Pour la sidérurgie seulement, 14 500 emplois ont été supprimés entre 1966 et 1975, 13 400 emplois seront supprimés entre 1977 et fin 1979, conformément au premier plan acier, et 15 000 emplois supprimés entre 1980 et vraisemblablement 1983, conformément au deuxième plan acier.

Mais on voit qu'un emploi dans la sidérurgie conditionne trois autres emplois surtout en Lorraine, où ce secteur est une mono-industrie.

L'Union patronale interprofessionnelle de la Moselle a annoncé que 6 000 à 9 000 emplois étaient menacés de disparaître en 1977 du fait de la crise dans la sidérurgie. De son côté la Chambre des métiers de la Moselle estimait en 1977 que 500 entreprises de sous-traitance représentant 2 000 emplois dans le secteur sidérurgique étaient acculées à la récession. Les milieux patronaux estiment que la crise de la sidérurgie touche plus ou moins directement 4 350 entreprises artisanales en Lorraine. Et du fait de la restructuration de la sidérurgie, on annonce la suppression de 1 000 à 1 500 emplois dans les mines de fer de Lorraine. De nombreuses mines de fer vont fermer, comme celle de Saint-Pierremont à Mancieulles (113 mineurs) le 16 mars dernier.

Ceci est dû à la concurrence entre capitalistes monopolistes et petits et moyens capitalistes, concurrence qui atteint le paroxysme pendant les périodes de crise. Les petites et moyennes entreprises ne résistent pas à la concurrence et absorbées par les monopoles, ce qui fait qu'à l'occasion de chaque



La restructuration, un des objectifs principaux du patronat.

crise, le capital se concentre de plus en plus en quelques mains.

Face aux travailleurs, victimes de cette politique impulsée par les représentants de droite et de « gauche » de la bourgeoisie monopoliste, sont données des promesses, celle d'une « reconversion de la Lorraine », de « création de nouveaux emplois », etc.

LES MENSONGES DU GOUVERNEMENT ET DU PATRONAT

Par exemple, Giscard avait promis, il y a un an, face à la montée de la colère des Lorrains, la création de 8 000 emplois en Lorraine... d'ici 1983, par le développement de l'industrie automobile, l'installation de Saviem à Batilly, de Peugeot-Citroën à Ennery et de Renault à Thionville.

Qu'en est-il exactement ?

L'implantation d'une usine Saviem à Batilly, annoncée le 6 mai 1976, sera décalée de six mois. Cette usine verra-t-elle le jour, étant donné le marasme frappant le marché du poids lourd ? Cette usine devait employer 3 000 personnes en ... 1983 !

Le chantier de l'usine Peugeot-Citroën d'Ennery devait débuter au cours du mois de mars écoulé, était-il annoncé le 30 janvier 1978. 3 000 emplois sont prévus. Les travaux n'ont pas encore démarré. Et où en est le projet d'augmenter les effectifs de Citroën-Metz de 1 000 personnes ? On l'ignore.

Alors que l'ouverture du chantier de Renault à Thionville était annoncée pour novembre 1977 (!) l'achat des terrains est en cours de négociation. Était prévue la création de 1 100 emplois d'ici... 1894 ! Toutes les inquiétudes sont permises, les premières embauches ayant été annoncées début 1979.

Mais même si 8 000 emplois étaient créés pour 1983, deux faits viennent détruire l'effet de ces créations : d'une part, l'industrie automobile a engagé elle-même une opération de restructuration et de suppressions d'emplois, et d'autre part, la perspective d'un deuxième plan acier repose le problème de l'emploi sur de nouvelles bases.

Les 8 000 emplois promis étaient déjà insuffisants pour couvrir les 13 400 suppressions d'emplois prévues par le premier plan acier, et répondre aux besoins des jeunes, alors qu'il y a plus de 40 000 sans-emplois recensés en Lorraine ! Ces promesses sont maintenant totalement dépassées, car il est peu probable que de nouvelles implantations industrielles puissent se faire en Lorraine, et la reprise de l'économie n'est pas suffisante pour pouvoir planter de petites et moyennes entreprises. Et pourtant la Lorraine, a besoin (chaque) année d'un minimum de

15 000 emplois nouveaux, uniquement pour répondre aux besoins des jeunes !

LA BOURGEOISIE A FAIT SES PLANS FAISONS LES NOTRES !

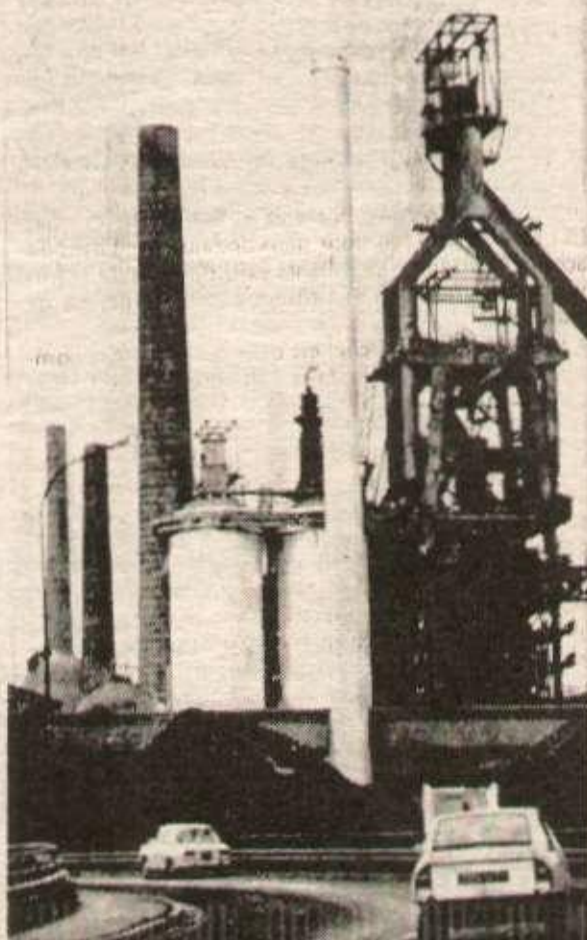
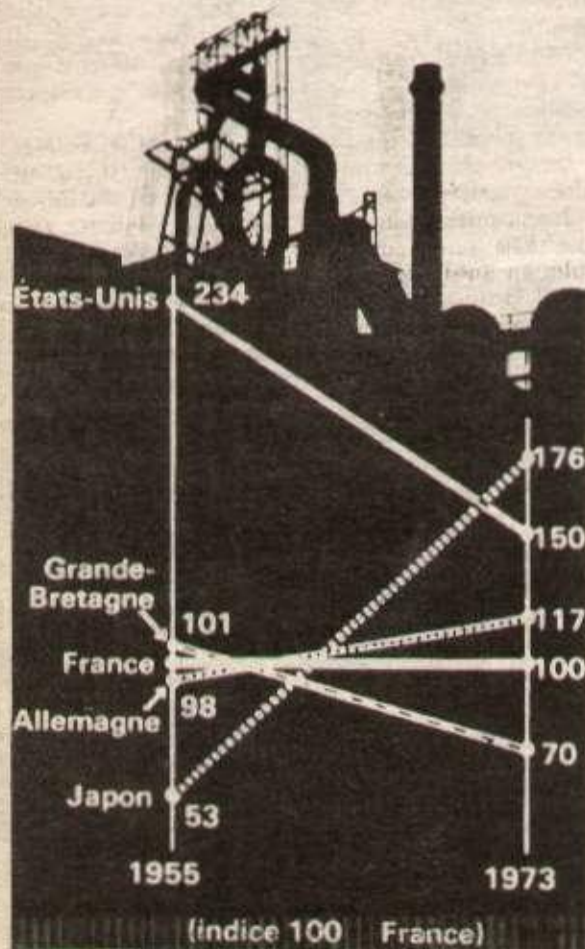
La nature de classe et l'objectif unique de la bourgeoisie, c'est la course aux profits. Il en résulte pour les travailleurs, le chômage et les licenciements, la vie chère et les dures conditions de travail ; leur condition est encore aggravée lorsque sévit la crise capitaliste.

Il en sera toujours ainsi en régime capitaliste, et la seule issue pour les travailleurs, c'est de faire la révolution prolétarienne, de renverser l'État bourgeois, et d'instaurer le socialisme afin de pouvoir profiter des fruits de leur travail.

Et dès aujourd'hui, il faut préparer ces lendemains en défendant l'emploi à tous, classe contre classe, en luttant contre tout licenciement et contre le chômage, en s'organisant dans le parti de la classe ouvrière.

Fin.

La productivité



MARÉE NOIRE : LE PÉTROLE RESTE, LES VOLONTAIRES PARTENT

Les vents ont poussé le week-end dernier les nappes de pétrole vers le large. Ceci n'a pas empêché vendredi que des vents soufflant de l'Ouest ont poussé des nappes en partie traitées dans la baie de Douarnenez, atteignant la grande plage de Sainte Anne la Palud et celles voisines de Kervel et Trez-Malaouen.

Six bâtiments de la marine ont déversé sur le pétrole de la craie et de la poudre de caoutchouc pour le réduire, au détriment de la faune et de la flore.

En ce qui concerne les volontaires, leur nombre est tombé de 1 440 à 600 dans le Finistère en raison de la fin des vacances scolaires et du travail lui-même qui n'incite pas les volontaires à rester bien longtemps.

PRÉAVIS DE GREVE DES CONDUCTEURS DU MÉTRO LYONNAIS POUR LE JOUR DE L'INAUGURATION

Les syndicats des conducteurs CGT, CFDT et Autonome du métro lyonnais ont déposé, vendredi soir, un préavis de grève pour le jour de l'inauguration du métro, le 28 avril prochain.

Les revendications des conducteurs portent sur les rémunérations et la modification de leur coefficient professionnel. Une réunion avec la direction des TCL (Transports en commun lyonnais) n'a pu aboutir à une solution.

CE SONT BIEN LES CHASSEURS SOVIÉTIQUES QUI ONT TUÉ LES DEUX PASSAGERS DU BOEING CORÉEN

Disparu jeudi soir au-dessus des régions polaires, le Boeing sud-coréen qui a été obligé de se poser sur un lac soviétique à 320 kilomètres de Mourmansk a été la cible de chasseurs russes qui ont tiré sur lui, faisant deux morts.

La raison pour laquelle le Boeing de la Korean Air Lines a été dévié de sa route normale et amené à survoler le territoire soviétique n'est toujours pas établie. On parle d'une panne de compas mais sans que cela soit une certitude. Par contre, il est certain que les chasseurs soviétiques l'ont rapidement pris en chasse et ont tiré au moins par deux fois sur lui en altitude pour le contraindre à se poser. Deux passagers ont été tués et treize autres blessés dont deux grièvement, par les tirs des chasseurs.

IRAN - SOIXANTE CINQ ÉTUDIANTS ARRÊTÉS.

Soixante-cinq étudiants, qui distribuaient des tracts vendredi contre le régime à des promeneurs aux environs de Téhéran, ont été arrêtés et conduits dans la capitale pour y être jugés, annonce samedi la presse de Téhéran.

La presse indique qu'un avocat a ouvert une enquête sur les circonstances dans lesquelles trois de ces étudiants avaient été blessés. Apparemment, à propos de cette même affaire, des correspondants se présentant comme des étudiants ont déclaré par téléphone à des journalistes étrangers que « plusieurs centaines de militaires opérant à bord d'hélicoptères avaient attaqué un groupe d'étudiants dans les montagnes » et que « trente étudiants étaient manquants ». Les correspondants n'ont pu être identifiés.

La presse annonce, d'autre part, que des soldats ont arrêté dans six villes (dont Ababan, Ahwaz, Kachan et Isphahan) dix-huit personnes qui manifestaient contre le régime.

VISITE D'AMÉRICAINS AU COMBODGE

Quatre Américains sont les hôtes officiels du Cambodge démocratique depuis samedi, a annoncé dimanche la Voix du Cambodge. Il s'agit des premiers Américains reçus au Cambodge depuis la victoire des Khmers rouges d'avril 1975.

Daniel Leon Burstein, secrétaire général du Comité Central du Parti communiste marxiste-léniniste américain et rédacteur en chef de la revue du parti « The Call » et trois membres de ce parti sont arrivés samedi à Pochentong par l'avion régulier chinois qui effectue la liaison hebdomadaire Pékin-Phnom Penh.

Ils ont été accueillis par le directeur du protocole des Affaires étrangères, le directeur des Relations culturelles avec l'étranger et l'ambassadeur chinois. Ils avaient été ces dix derniers jours les hôtes de la Chine populaire.

ANGOLA/ZAIRE : MISE AU POINT ZAIROISE

Les « gendarmes katangais » réfugiés en Angola « multiplient » les incursions en territoire zairois, affirme une mise au point remise samedi par l'ambassade du Zaïre à Dar Es Salam (Tanzanie) au gouvernement tanzanien, au corps diplomatique et à la presse.

Le Zaïre, souligne le document « est entré dans un processus amical et irréversible de normalisation de ses relations avec la République populaire d'Angola ». Il admet toutefois l'existence de contentieux parmi lesquels, notamment, la situation des « gendarmes katangais ».

Ceux-ci, « multiplient les incursions et les provocations pour amener le Zaïre à intervenir et désamorcer ainsi le processus de normalisation », affirme le communiqué de l'ambassade, en soulignant que, pour leur part, les troupes zairoises n'ont jamais pénétré en territoire angolais.

● Marseille

11e jour de grève à l'hôpital La Timone

La journée de grève du vendredi 21 avril (la 11e dans le service de soins - voir HR du 19 et 21 avril) a été très importante. Le directeur général, Marquet, est venu à la Timone pour faire pression sur les grévistes du bureau des entrées qui détiennent un secteur décisif.

FO (syndicat de Gaston Defferre) avait déjà tenté, la veille, dans ce même bureau, des intimidations : comme quoi syndicat-piston et administration ont les mêmes intérêts. Beaucoup de syndiqués FO se retrouvent dans la grève et certains ont déchiré leur carte, déçus et écœurés par leur syndicat.

L'ENJEU DE LA GREVE EST IMPORTANT

La section CFDT est très active quoique minoritaire. Elle a fait de gros efforts pour organiser la grève.

La base des syndiqués CGT pousse et impose la ligne de lutte contre la ligne du défaitisme.

L'enjeu de la lutte est

cherchant à nous diviser font courir le bruit que les jours de grève ne seraient pas payés afin de combler les pertes (alors que les malades sont soignés) et que les non-grévistes auraient de « bons postes » (ceux-ci étant tellement rares !).

Sur la porte de l'entrée, deux grands panneaux font le point de la lutte :

- La grève continue jus-



Manifestation des hospitaliers à Paris.

Ce vendredi, donc, l'assemblée générale qui regroupe près de 500 personnes, nota les contradictions qui existent au niveau de l'Union départementale CGT dont la position de la représentante fut bien en retrait de la position de la camarade parlant au nom de sa section.

L'intervention de la section CFDT frappa juste en parlant d'une journée « portes ouvertes » (pour la semaine qui vient) à l'ensemble des hôpitaux de Marseille, sans oublier les autres entreprises ; en faisant du 1er Mai un jour de lutte, en reprenant l'idée qu'il fallait non seulement tenir mais gagner.

La représentante de l'Union départementale fut bien obligée de rattraper son discours plutôt pessimiste (elle avait mis en avant qu'il y avait 44% de grévistes le vendredi et la fin de la grève dans deux hôpitaux de Marseille), disant qu'il n'était pas question d'arrêter la lutte. Il faut dire que ça serait mal passé...

MANIFESTATION A L'ADMINISTRATION CENTRALE

C'est dans l'enthousiasme que nous partîmes, vers 9 h 30-10 h, à env. - 400, manifester à la rue Lafon (administration centrale) en chantant des refrains sur la

santé et en scandant nos revendications.

Un tract fut distribué à la population pour les informer de notre lutte. Une conférence de presse avait eu lieu mercredi. Jeudi, FR 3 avait passé environ trois minutes d'antenne sur la grève.

Nous arrivâmes à la rue Lafon, et là, seule une quinzaine de personnes (les planchers sont fragiles, paraît-il !) ont pu entendre les aeries de Melle Faure (chef du personnel). Ce cher Marquet, ayant peut-être peur de nous, s'était défilé ! Enfin, selon elle, nous avions assez de personnel pour faire les 40 heures et proposa une ouverture des négociations le lundi 24 à 8 h 30. Juste de quoi mal contenir notre colère. Nous empruntions le chemin qui nous mènera à l'hôpital de la Conception (qui est le plus proche du nôtre), invitant, à l'intérieur des bâtiments, les collègues qui avaient arrêté leur grève mercredi. Il a été dit, lâbas, que la CGT les aurait encouragés dans ce sens.

Nous sommes de retour à la Timone vers midi et demi, épuisés mais heureuses. Nous renforçons le piquet de grève pour pouvoir élargir la grève afin d'établir un rapport de force qui nous soit favorable pour l'ouverture des négociations.

très important pour nous, femmes travailleuses. Un jour de repos par semaine, après s'être crevée six jours, avec le manque de personnel. Beaucoup n'en peuvent plus, d'autres sont en maladie. Les services de soins sont plus durs que les para-médicaux qui, dans certains secteurs, ont pu obtenir 40 h avec deux jours de repos par semaine.

Certaines catégories (personnel des labos) ont beaucoup de grévistes et ont fait des assemblées générales pour préciser leurs revendications ; des non-syndiquées ont joué un rôle actif. D'autres catégories s'organisent (ouvriers, radios, brancardiers...).

Les secrétaires qui demandent leur reclassement dans la catégorie B (celle des infirmières) ont en main la clé de la grève administrative. Cette grève est très efficace sur l'hôpital et l'administration a perdu une somme d'argent considérable.

A ce propos, des provocations de la direction

qu'à l'aboutissement de nos revendications.

- Paiement intégral des journées de grève ainsi que le paiement des journées qui ont été perdues par les ouvriers.

Nos revendications ont été affichées une à une, vendredi, dans le hall du pointage, et doivent unir l'ensemble des travailleurs.

- LES 40 HEURES AVEC DEUX JOURS DE REPOS - EMBAUCHE IMMEDIATE D'EFFECTIFS

- 2 500 F PAR MOIS MINIMUM

- TITULARISATION POUR TOUS AU BOUT D'UN AN

- La prime des 13 heures.

- L'intégration des primes dans le salaire

- 5e semaine de congés payés

- Une crèche qui corresponde à nos besoins

Des travailleuses de l'hôpital

Le samedi 22 avril

BORDEAUX - Campus universitaire
Projection-débat
Film sur la lutte du Peuple de Zimbabwe
contre le régime raciste de Rhodésie
Jeudi 27 avril à 20 h 30
Village 5 - salle du bâtiment AB
COMITÉ ZIMBABWE